



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

attentat de Strasbourg

Question au Gouvernement n° 1495

Texte de la question

ATTENTAT DE STRASBOURG

M. le président. La parole est à M. Frédéric Reiss.

M. Frédéric Reiss. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre, elle concerne aussi les événements tragiques de Strasbourg et j'y associe l'ensemble de mes collègues alsaciens. Nous exprimons notre compassion aux familles endeuillées ainsi qu'à toutes les personnes qui ont été confrontées à l'horreur, certaines blessées grièvement. Les secours ont fait un travail admirable. Avec la fusillade de Strasbourg hier soir vers vingt heures, près de la cathédrale, c'est non seulement l'Alsace mais la France entière qui est touchée au cœur. Les propos du procureur de Paris, Rémy Heitz, sont malheureusement sans équivoque et confirment que le terrorisme a une nouvelle fois frappé notre territoire.

Depuis les attentats de *Charlie Hebdo* en 2015, nous déplorons près de 250 morts sur le sol français, victimes innocentes d'attaques terroristes.

Un député du groupe LR . Djihadistes !

M. Frédéric Reiss. Cette fois-ci, c'est le *Christkindelsmärik*, nom alsacien du marché de Noël, qui a été la cible. Ce marché traditionnel, qui existe depuis 1570, attire près de deux millions de visiteurs par an. C'est Strasbourg l'Européenne mais surtout Strasbourg capitale de Noël, fête symbole du christianisme, qui a été visée. Le maire, Roland Ries, a souhaité que les Alsaciens puissent se rassembler dans la fraternité de la douleur.

Monsieur le Premier ministre, au-delà de l'émotion, du recueillement et de la compassion, comment comptez-vous réagir et lutter plus fortement et plus efficacement contre cette menace terroriste permanente ? Quelles mesures entendez-vous prendre pour mieux protéger les Français et empêcher que de pareils drames ne se reproduisent ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR, sur plusieurs bancs du groupe MODEM et sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur. Permettez-moi, monsieur le président, de compléter ma réponse précédente à travers cette question qui évoque, elle aussi, ces vies brisées, ces blessés au nombre de douze dont sept en urgence absolue et pour lesquels il y a un combat entre la vie et la mort, et que vous avez tenu à saluer.

Je voudrais évoquer la suite de l'intervention du suspect. Je disais qu'à dix-neuf heures quarante-cinq, il avait commencé à semer la terreur dans l'ensemble du site du marché de Noël, un territoire que vous connaissez fort

bien, monsieur le député. Il est passé ensuite rue des Grandes-Arcades, où il a fait l'objet d'une intervention de nos forces Sentinelle, qui l'ont blessé, puis il a continué rue Sainte-Hélène, et à l'angle de la rue des Moulins et de la rue du pont Saint-Martin ; pendant son périple, trois personnes, des citoyens, ont tenté de l'interpeller, l'une d'elles a été blessée à coups de couteau. C'est aussi cela la citoyenneté : cette capacité de certaines femmes et de certains hommes à être héroïques dans des moments exceptionnels (*Mmes et MM. les députés se lèvent et applaudissent longuement*), ces héros du quotidien qui contribuent, partout en France, eux aussi à la sécurité de chacune et de chacun. Et puis il a pris un taxi, traversé la ville jusqu'au quartier du Neudorf, que vous connaissez aussi, et il a alors fait l'objet de deux confrontations avec nos forces de sécurité, entraînant tirs et ripostes, avant de disparaître. L'enquête se poursuit.

Vous nous interrogez sur les moyens à employer. Ils sont d'abord liés à la reconquête du renseignement. Vous savez que face à ces nouvelles formes d'attaque dont notre vie peut faire l'objet depuis 2015, des recrutements massifs ont été engagés, et nous les poursuivrons : 1 900 personnes seront recrutées au sein de la DGSI – direction générale de la sécurité intérieure – pour renforcer le renseignement. Il faut aussi l'adapter à tous les niveaux : je pense qu'à Strasbourg comme partout ailleurs, nous devons travailler contre la radicalisation au plus près du terrain, et que ce combat doit mobiliser bien sûr nos forces de sécurité et nos forces de renseignement mais aussi, parce qu'ils ont un rôle majeur à jouer, les maires, les départements et les régions. C'est la raison pour laquelle j'ai pris, dans les premiers jours de ma fonction, une circulaire pour que les maires soient systématiquement informés. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM, ainsi que sur plusieurs bancs du groupe UDI-Agir et sur quelques bancs du groupe LR.*)

Données clés

Auteur : [M. Frédéric Reiss](#)

Circonscription : Bas-Rhin (8^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1495

Rubrique : Terrorisme

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [13 décembre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [13 décembre 2018](#)